

« De la science de l'homme aux sciences humaines : enjeux politiques d'une configuration de savoir (1770-1808) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2006, n°15, p. 43-68.

De la science de l'homme aux sciences humaines Enjeux politiques d'une configuration de savoir (1770-1808)

Résumé :

Trop souvent appropriée par une histoire disciplinaire en quête de paradigmes naturaliste ou médical, l'analyse des usages de la notion « science de l'homme » entre 1770 et 1808 constitue encore un moyen de renouveler non seulement l'histoire des sciences mais aussi l'histoire politique et sociale de cette période centrée autour de l'événement révolutionnaire. A partir de 1770, la notion de « science de l'homme » tend à s'imposer comme un nouveau terrain d'intervention investi par des « philosophes » et « écrivains » soucieux de participer aux débats sur les réformes politiques et de transformer radicalement les principes sur lesquels sont construites les relations entre les individus et les sociétés. Cette idée de « régénération » et de « perfectionnement » à laquelle est associée cette « science de l'homme » s'inscrit, dès 1789, dans les logiques de reconstruction de l'espace politique, jouant, en particulier, un rôle essentiel dans la mise en place et la défense du projet républicain du Directoire. Véritable paradigme scientifique et politique jusqu'en 1802, la « science de l'homme » est ensuite la cible de nombreuses attaques qui tendent à la marginaliser dans le nouvel ordre des savoirs qui se met en place sous l'Empire. En prenant en compte les débats et les conflits politiques qui scandent cette période 1770-1808, il est possible de mieux comprendre les enjeux qui ont entouré les projets successifs en faveur de la construction de la science de l'homme et approfondir ainsi la réflexion générale concernant les modalités de la transition des Lumières au positivisme qu'on ne saurait réduire aux seuls logiques intellectuelles ou scientifiques.

Le tournant entre le 18^e et le 19^e siècle est considéré depuis longtemps comme une période charnière dans l'histoire des savoirs sur l'homme et les sociétés. Que l'on se tourne vers les conditions institutionnelles et sociales de leur construction et de leur diffusion ou vers leurs fondements épistémologiques et méthodologiques, il est incontestable que les décennies 1770-1810 constituent un terrain d'observation privilégié pour rendre compte des transformations de l'arbre des connaissances et des mutations de l'ordre des savoirs. Considérée sous l'angle de la rupture ou de la transition, cette période a fait l'objet d'importants travaux particulièrement de la part des historiens des sciences humaines qui du linguiste à l'anthropologue en passant par le psychanalyste, y recherchaient les racines ou les figures fondatrices de leurs propres disciplines. A l'écart de ces quêtes des origines, nombreux historiens¹ ont souligné, à travers l'étude des conditions d'émergence de nouveaux terrains d'enquêtes et objets de connaissances et l'analyse des logiques de distribution des savoirs, comment l'homme et les diverses sociétés humaines deviennent, pendant ces années, les objets d'une attention foisonnante qui se traduit par la multiplication des approches et des objets d'étude. Présentée comme le produit de l'idéal des Lumières, l'émergence et la formalisation progressive de cette science de l'homme, amalgamée à des notions aussi diverses qu'« anthropologie » ou « histoire naturelle de l'homme »², semblent conférer une cohérence épistémologique, voire institutionnelle, à des savoirs et des pratiques dispersés. Retracer l'histoire de la science de l'homme entre 1770 et 1808 reviendrait ainsi à rechercher les conditions de possibilité et la généalogie de la réunion des savoirs et les modalités de la convergence des objets d'intérêt. En dépit des nombreux renouvellements dont elle est l'objet ces dernières années, l'histoire de la science de l'homme reste encore largement inscrite dans une histoire des idées ou une histoire téléologique des différentes sciences humaines dont les résultats certes incontestables, ne sauraient totalement évacuer toutes les questions. Pour des raisons de cloisonnement de la recherche, l'histoire des savoirs de la période révolutionnaire

¹ BLANCKAERT, PORRET (dir.), 2006 ; BLANCKAERT *et alii* (dir.), 1999 ; FOX *et alii* (ed.), 1995.

² BLANCKAERT, 1989, 13-44 ; BLANCKAERT, 1995, 31-54 ; WOOD, 1996, 197-210 ; « Une histoire des sciences de l'homme », *Revue de Synthèse*, ¾ ; juillet-décembre 1988.

fait trop souvent l'économie de du contexte politique et social dans lequel nous pensons, avec d'autres, qu'il est nécessaire de l'inscrire. Sans prétendre à l'exhaustivité, il s'agit ici de retracer la trajectoire de cette notion de science de l'homme entre les années 1770–1810 en s'interrogeant plus précisément sur les enjeux politiques et sociaux qui caractérisent ses usages. Il n'est donc pas question de vouloir en retracer l'histoire disciplinaire (ou interne), mais plutôt de s'interroger sur les projets politiques et culturels qui ont pu être définis et formalisés par le biais de cette configuration de savoir et contribuer, nous l'espérons, au renouvellement de l'histoire politique, sociale et intellectuelle de la période. Alors que la notion de science de l'homme se diffuse à partir de 1770 en ouvrant des possibilités nouvelles d'interrogation sur les principes d'organisation sociale et politique, elle s'impose à partir de 1795 et de la mise en place du régime directorial comme un véritable paradigme politico-scientifique. Entre 1795 et 1802, la science de l'homme renvoie en effet à une organisation épistémologique et institutionnelle qui sert de fondement au projet républicain du Directoire. Après 1802 et particulièrement sous l'Empire, cette configuration est progressivement balayée au profit d'un nouvel ordre des savoirs formalisé par les fameux « rapports » sur les progrès des sciences, des lettres et des arts présentés à l'Empereur en 1808, au sein duquel la notion de science de l'homme disparaît complètement. Renvoyant à un idéal de réforme dans les dernières décennies de l'Ancien Régime puis à l'idée de « régénération » sous la Révolution et particulièrement sous le Directoire, la marginalisation de la « science de l'homme » au début de 19^e siècle ne peut-elle pas renvoyer au projet de Napoléon Bonaparte de tourner définitivement le dos au projet républicain de transformer et de perfectionner l'homme et les sociétés humaines ?

1. La question de l' « utilité » de la science de l'homme (1770-1794)

Dans le contexte agité des années 1770, les nombreux appels lancés en faveur de la construction d'une science de l'homme se chargent d'enjeux politiques et s'inscrivent dans les débats et les conflits portant sur les possibilités de réformer la société et l'État. En 1773, la publication du *De l'homme* de Claude Adrien Helvétius marque une double rupture qui touche autant aux objets qu'à la portée d'une science de l'homme qui s'impose à la croisée du terrain intellectuel et politique.

Helvétius et les conditions d'une réforme intellectuelle et politique

S'appuyant sur des principes empiristes et sensualistes qui lui permettent de mettre en valeur l'étendue et la densité des rapports entre les deux « substances » qui composent la nature humaine, Helvétius déplace les frontières traditionnelles de la connaissance de l'homme » dont l'objet principal ne saurait plus se réduire à l'étude exclusive des facultés intellectuelles et des opérations de l'entendement. Sa conception de la nature humaine lui permet en effet de bouleverser l'ordre des savoirs défendu par les auteurs de l'*Encyclopédie* de Le Breton³ en rompant avec la distinction établie entre la connaissance des lois physiques et morales⁴: « philosophes » et « métaphysiciens » sont en effet invités à utiliser les outils et les normes de travail des « physiologistes » et des « anatomistes » (l'observation, la classification, l'analyse...) pour garantir l'exactitude de leurs travaux. Si la connaissance de l'homme doit désormais prétendre au statut de science, Helvétius reconnaît les difficultés d'une entreprise particulièrement ambitieuse qui se heurte à la dispersion et aux découpages traditionnels entre

³ [DIDEROT], « Explication détaillée du système des connaissances humaines », *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, chronologie, introduction... par Alain Pons, GF Flammarion, 1986, vol. 1, p. 187-200.

⁴ Cf. DUCHET, 1995, 377 et suiv.

les savoirs. En dépit de ces difficultés, la construction de la science de l'homme fondée sur de nouveaux principes épistémologiques et méthodologiques ne saurait être négligée, particulièrement au moment où l'État monarchique cherche à imposer des réformes qui se heurtent à de violentes oppositions. Trois ans après le coup d'Etat du chancelier Maupéou, la publication posthume de l'ouvrage d'Helvétius s'inscrit en effet dans les débats politiques concernant les modalités possibles des réformes que l'État cherche à entreprendre. Appelée à devenir une véritable science du gouvernement⁵, les principes épistémologiques et méthodologiques de cette science de l'homme doivent surtout permettre de mieux comprendre les règles de l'organisation de la vie en société et du fonctionnement des diverses sociétés humaines considérées dans leurs aspects les plus divers. S'écartant du paradigme naturaliste de Buffon qui privilégie le rôle du climat et des influences naturels, Helvétius, qui se rapproche ici des travaux des théoriciens écossais d'Edimbourg, accorde aux différentes institutions humaines une attention centrale. Considérées dans leur plus grande diversité politique, sociale, administrative, religieuses ou pédagogique, elles doivent en effet faire l'objet d'une double interrogation : d'une part, il s'agit, d'étudier les conditions de leurs origines et de leurs évolutions historiques ; d'autre part, il s'agit de comprendre et de mesurer l'influence jouée par ces institutions dans les transformations physiques et morales des individus et, selon le modèle d'une échelle des degrés de civilisation, dans l'histoire des différentes sociétés.

On le comprend, à travers la promotion de ce nouveau terrain d'enquête émerge un nouveau champ d'action et d'intervention qui dépasse les frontières de la science proprement dite pour investir l'espace du discours politique : cristallisant l'intérêt et les travaux des académiciens de province qui en diffusent les principes⁶, cette science de l'homme doit permettre la transformation de l'homme et plus précisément encore l'amélioration des institutions, des règles et fondements de la vie en société, se distinguant par sa portée et ses enjeux politiques et sociaux de « l'histoire naturelle de l'homme » de Buffon. Or, parce qu'elle ouvre la possibilité d'une critique des « abus » et des dysfonctionnements liées à des « mauvaises » institutions, cette configuration de savoirs apparaît rapidement, aux yeux des adversaires des réformes, comme une nouvelle arme utilisée par les Philosophes pour déstabiliser l'ordre politique et social. Dès la fin des années 1770, alors que s'étend et se radicalise la lutte entre les Lumières et les anti-Lumières, la science de l'homme devient la cible des publicistes et des apologistes catholiques qui, à l'instar de l'abbé Nicolas Sylvestre Bergier⁷, tendent à en montrer l'impossibilité épistémologique et à en dénoncer le caractère matérialiste et subversif. Face à ces attaques, la science de l'homme devient un étendard derrière lequel se regroupent les partisans d'une réforme générale de l'ordre des savoirs⁸ considérée comme la condition de réformes politiques et sociales plus étendues.

L'écrivain patriote et la science de l'homme

⁵ « L'homme n'est que trop souvent inconnu à celui qui le gouverne. Cependant pour diriger les mouvements de la poupée humaine, il faudrait connaître les fils qui la meuvent. [...] Un ouvrage où l'on traite de l'homme, s'y fût-il glissé quelques erreurs, est toujours un ouvrage précieux. Quelle masse de lumières la connaissance de l'homme ne jetterait-elle pas sur les diverses parties de l'administration ! [...], HELVETIUS, 1773, 4-5.

⁶ ROCHE, 1988.

⁷ MASSEAU, 2000 ; MACMAHON, 2001.

⁸ C'est le cas par exemple de Jean Baptiste René ROBINET qui propose en 1778 de définir sous la notion d'« anthropologie » cette science de l'homme dont il appelle à la construction, une entreprise particulièrement difficile puisqu'il s'agit de réunir des domaines de savoirs éloignés et dispersés. Cf. *Dictionnaire universel des sciences morale, économique, politique et diplomatique ou Bibliothèque de l'homme d'État*, Londres, 1778, t. V, 334 et suiv.

Au début des années 1780, alors que les résistances des privilégiés au sein des parlements rendent impossibles les réformes, la science de l'homme est réinvestie, comme synonyme de la « morale », par certains théoriciens⁹ qui, aux côtés des « économistes » et des physiocrates, s'interrogent encore sur les fondements de la vie en société et sur les conditions de son organisation. Selon la définition donnée dans l'*Encyclopédie*, la « morale », présentée comme la « seconde partie de la science de l'homme », a pour but « de plier [la volonté] à la vertu » et recouvre un champ d'études particulièrement large : considérée comme l'étude des lois de l'organisation sociale, elle se divise en « jurisprudence naturelle » (science des devoirs de l'homme seul), « économique » (science des devoirs de l'homme en famille) et « politique » (science des devoirs de l'homme en société)¹⁰. Le retour à l'*Encyclopédie* n'est ici qu'apparent puisqu'il s'agit désormais d'adapter ces objets aux nouveaux fondements épistémologiques et méthodologiques de la science de l'homme : l'étude des devoirs de l'homme, des lois positives ou des formes d'organisation politique doit s'appuyer sur les recherches menées par les physiologistes et prendre en compte leurs travaux pour tenter d'interroger et d'améliorer les règles qui relèvent de la politique, de la législation ou de l'économie. La construction de la science de l'homme apparaît ainsi comme nécessaire, non seulement pour corriger certains « abus », mais surtout pour garantir les progrès d'une civilisation sur laquelle plane toujours le danger d'une « dégradation ». Considérée sous l'angle d'une entreprise de dévoilement de la « vérité », la science de l'homme peut alors apparaître comme le support d'un programme de réformes plus profondes. Alors qu'il assiste à la révolution de Genève et se lie avec ses protagonistes, Jacques Pierre Brissot publie en 1782 à Paris un opuscule *De la Vérité* dans lequel il affirme que « la morale, ou la science de l'homme, [lui semble] la première de toutes ; elle est peut-être même la seule philosophique. La politique la suit, elle exprime les rapports de l'homme à l'homme. La physique qui découvre le mystère de son organisation, et les rapports des corps avec l'homme, est nécessairement subordonnée à ces deux premières sciences »¹¹. Parti à la recherche de « ce qu'il y a de certain dans les connaissances humaines », Brissot revendique une rupture radicale avec ces prédécesseurs qui, comme Malebranche, se seraient contentés, en étudiant l'homme, d'amuser les « esprits systématiques ou superficiels » : dans la continuité d'Helvétius, il revendique la nécessité de renforcer le statut scientifique de la connaissance de l'homme en introduisant les normes de vérité et de validité des sciences physiques. Brissot, comme bien d'autres, cherche sans doute à se tailler à une réputation dans le monde des lettres et l'on peut constater comment l'appel à la construction de la science de l'homme participe à celle de la figure de « l'écrivain patriote »¹².

Brissot se propose en effet de « descendre jusqu'aux fondements des différentes sciences » pour en éprouver la vérité. De cette quête de la vérité émerge une éthique de l'écrivain qui travaille à la construction de la science de l'homme, science des « sages » qui se caractérise par son « utilité ». La science de l'homme nécessite ainsi la construction d'une posture particulière : pour parvenir à la vérité, il convient de se mettre à l'écart, de se retirer hors de la société et de ses artifices et l'on peut retrouver à travers ces discours sur la science de l'homme certains accents des critiques rousseauistes contre la mondanité et ses pratiques¹³.

⁹ L'ancien avocat-général du Parlement de Grenoble, retiré de la vie publique depuis 1772, Joseph-Michel-Antoine Servan affirme dans son *Discours sur les progrès des connaissances humaines* que « puisque toutes les connaissances humaines doivent se rapporter à l'homme, il est temps de considérer plus particulièrement les progrès de la science même de l'homme, de la Morale [...] ». SERVAN, 1781, 28-29.

¹⁰ [DIDEROT], « Explication détaillée du système des connaissances humaines », *op. cit.*, p. 194.

¹¹ BRISSOT, 1782, 7-8.

¹² BROWN, 2002.

¹³ LILTI, 2005.

Cherchant à connaître les règles de la vie en société et à en critiquer les « abus », les auteurs affirment la nécessité d'une expérience : la fuite hors des cadres de la société et de la sociabilité qui permet le développement et l'amélioration de la capacité de jugement individuelle et l'apprentissage de la liberté. Au début de son ouvrage, Brissot construit cette figure du narrateur « isolé », livré à lui-même, mais qui parvient à cette connaissance de soi-même et à la « vérité » justement parce qu'il reste éloigné des « médailles » et des honneurs. Se connaître soi-même, c'est d'abord se libérer des préjugés, des superstitions et des contraintes liées aux pratiques « mondaines ». La science de l'homme devient ainsi le cadre favorable à la construction de la figure d'un nouveau « philosophe » libre, indépendant et critique. Ainsi, travailler à la construction de la science de l'homme est présentée comme la condition d'un progrès individuel, un progrès qui peut devenir collectif par le biais de la publication et de la lecture. Dès lors, le livre n'est pas seulement un support de diffusion d'idées, mais devient le vecteur d'un nouveau mode de relation entre individus. Toujours selon Brissot, il convient de poser un nouveau pacte de lecture fondé sur la « confiance » et « l'amitié » à l'écart des règles traditionnelles de la consécration publique et des formes artificielles de la sociabilité mondaine¹⁴. On peut s'interroger sur le rôle joué par cette science de l'homme dans la définition d'une nouvelle forme de « fraternité universelle », un cosmopolitisme tissé entre des individus qui, étant parvenus à se détacher des contraintes liés aux particularismes, cherchent à tracer les contours d'une nouvelle sociabilité universelle susceptible de favoriser les progrès de la civilisation. À travers la publication, il ne s'agit pas seulement d'affirmer que la science de l'homme doit être considérée comme la première des sciences « utiles », mais de mettre en pratique la possibilité d'un apprentissage d'une nouvelle forme de relation entre les individus qui s'incarne à l'échelle encore virtuelle d'une communauté de lecteurs. Au-delà même des projets pédagogiques qui reposent sur l'idéal d'une réunion des différents savoirs¹⁵, la configuration définie sous la notion de science de l'homme renvoie à une entreprise de transformation des individus et de la société, une transformation certes encore utopique mais contre laquelle se cristallise le combat des adversaires des Lumières à la veille de 1789. En dépit de ces constatations, il faut reconnaître que la science de l'homme n'occupe pas le devant de la scène dans les premières années de la Révolution, concurrencée par d'autres configurations de savoir (« art social » ou « science sociale ») par le biais desquelles se tissent les relations entre science et politique¹⁶. C'est néanmoins au moment où commencent à se faire sentir les effets de la radicalisation politique et que se posent avec une acuité nouvelle les questions touchant aux bouleversements sociaux et politiques et à leurs effets que la notion de science de l'homme refait surface.

La science de l'homme et la radicalisation politique en Révolution

Lors des débats de l'automne 1791 sur l'organisation de l'instruction publique et, plus généralement, sur les questions touchant à la formation du citoyen, Pierre-Louis Lacretelle réintroduit sous la notion de « science humaine » la nécessité de connaître l'homme pour tirer les fondements de l'ordre politique et social¹⁷. Au moment où les députés de l'Assemblée

¹⁴ « Qui suis-je lecteur ? [...] Moi qui, vivant isolé, suis sans titre, sans intrigue, sans prôneurs ; moi qui n'ai couru jusqu'à présent que la carrière de la jurisprudence et de la politique ; moi qu'on a cru péniblement enseveli dans des recherches sur les abus de nos lois criminelles ; moi seul annoncer des recherches sur la certitude dans toutes les connaissances humaines, moi seul la mettre en problème ! », BRISSOT, 1782, 4-5.

¹⁵ C'est l'objet de la réforme proposée par Alexandre-César CHAVANNES dans son *Essai sur l'éducation intellectuelle avec le projet d'une science nouvelle*, Lausanne, 1787. Rappelons que Chavannes est l'auteur en 1788 d'une *Anthropologie ou science générale de l'homme*. Cf. BERTHOUD, 1992, 29-41.

¹⁶ HEAD, 1982, 115-132 ; BAKER, 1988 ; DUPRAT, 1995.

¹⁷ « Le double but de cette science est de chercher ce qu'est l'homme suivant la nature, ce qu'il devient en société ; ce que la société doit faire pour l'homme, ce qu'elle doit faire pour elle-même ; en un mot ce que sont

nationale s'apprêtent à adopter la nouvelle Constitution, Lacrosette présente la construction de cette science comme impérative et urgente : il s'agit en effet de fournir les outils nécessaires à l'adaptation « des lois naturelles aux lois positives, des lois aux mœurs ». Alors que sa construction est devenue possible grâce au nouveau contexte de liberté, cette science doit justement renforcer et consolider les conquêtes révolutionnaires. Lacrosette affirme le caractère pragmatique et « utile » de la « science humaine » et prend ses distances avec ses prédécesseurs, en particulier avec les encyclopédistes : « Ses auteurs ont décomposé et recomposé la science humaine pour des philosophes ; je dois la développer pour des législateurs : ils en ont tracé le système théorique ; je dois en préparer l'organisation politique »¹⁸. S'inscrivant au cœur du projet politique, cette science dont l'objet est de « soumettre les passions » et de corriger les institutions s'impose « pour l'homme, [comme] la science du bonheur, et pour la société, [comme] celle de l'amélioration »¹⁹. Alors que la question de l'unité politique et sociale de la Nation est posée, la science humaine définie comme une science « civique, morale, politique » devient la condition du « bon gouvernement » et, véritable « science du bonheur », est appelée à garantir le perfectionnement du citoyen²⁰. Cette science, à laquelle doivent désormais travailler les membres des diverses institutions savantes de la Nation, apparaît ainsi comme une réponse aux inquiétudes que suscitent les bouleversements sociaux et la montée des tensions politiques et, plus généralement, aux incertitudes qui pèsent sur le processus révolutionnaire. La question n'est plus seulement de garantir le passage de l'individu au citoyen, mais de répondre aux troubles qui peuvent naître au sein même de la communauté de citoyens.

La connaissance de l'homme devient d'autant plus nécessaire à un moment où l'espace politique, mais aussi social, semble envahi par les « intrigants » et les « comploteurs » : confrontés aux transformations de plus en plus brutales et rapides d'un espace politique qui se brouille et rend d'autant plus difficile la lecture des prises de position individuelles, interprétées souvent comme le produit d'un jeu de « girouettes »²¹. De manière très pragmatique, la science de l'homme est présentée, dans un écrit anonyme publié encore en 1791, comme un moyen nécessaire pour lutter contre les « masques », les « voiles » et les déguisements de ceux qui cherchent à « tromper » et à abuser de la confiance du peuple. Si elle doit fournir aux Législateurs les matériaux nécessaires à l'équilibre social et politique, elle doit également permettre de juger de la « vérité » et de « l'authenticité » politique et, en détruisant les artifices et les travestissements », garantir la confiance et l'amitié, fondements du nouvel espace de réciprocité politique. Faisant écho aux discours contre la mondanité des années 1780, la science de l'homme s'impose, dans le contexte de radicalisation politique, comme un outil essentiel pour lutter contre les « erreurs » de l'opinion et les ennemis de la Révolution²². On peut d'ailleurs constater que c'est en partie en s'appuyant sur cette

l'homme et la société par leurs principes primordiaux ; ce qu'ils peuvent devenir par leurs acquisitions successives », LACROSETTE, 1791, 52.

¹⁸ *Ibid.*, 51.

¹⁹ *Ibid.*, 53.

²⁰ « Non seulement, je place cette science au premier rang, mais j'en fais en quelque sorte le centre de toutes les autres. Toutes doivent la servir et en recevoir leur direction. C'est proprement la science sociale, la science par excellence. J'en forme la collection des parties nouvellement réunies, mais liées éternellement. Elle rassemble l'étude des devoirs de l'homme, et celle de ses passions ; elle combine toutes ses facultés pour le faire atteindre à toutes ses destinées ; elle embrasse tous les rapports de la société, pour en poser tous les principes. Pour mieux la définir et lui donner une dénomination qui l'explique tout entière, je l'appellerai la science civique, politique et morale », *Ibid.*, 54.

²¹ SERNA, 2005.

²² « Défions-nous surtout des simagrées de la politesse, de la modestie souvent affectée, des flatteries, des caresses et des grandes promesses. Souvenons-nous bien qu'il y a des gens que l'on prendrait, si l'on n'y fait attention, pour les personnes les plus honnêtes du monde, et qui sont pires que le diable, quelque méchant que

compétence tirée de la connaissance de l'homme que les « amis » et autres « sentinelles » du peuple construisent, en particulier dans la presse, leur statut et leur légitimité de porte-parole. Face aux nombreuses questions – voire aux peurs – que fait peser le processus de radicalisation, la science de l'homme apparaît comme un recours nécessaire pour lutter contre les différents périls qui pèsent sur la Révolution. Au début de l'année 1793, au moment où l'exécution de Louis XVI marque une rupture politique, mais aussi symbolique majeure dans l'équilibre de la Nation, Jean-Claude Delametherie, rédacteur du *Journal de physique*, insiste tout particulièrement sur l'urgence de construire la science de l'homme et remet à l'honneur l'adage « Connais-toi toi-même » : c'est justement parce que tous les repères et les liens de solidarités traditionnels ont été progressivement fragilisés ou détruits qu'il devient particulièrement urgent de rappeler la nécessité de construire cette configuration de savoirs située à la lisière de la science et de la politique²³. Présentée comme un moyen de lutter contre les différents maux de la politique (l'ambition, le mensonge...), la science de l'homme doit garantir le peuple contre les « erreurs », le « passions » et prévenir contre les dangers de l'anarchie. Erigée de nouveau en science du gouvernement, c'est donc au « sage », celui qui a entrepris de se connaître lui-même qu'il convient de relancer la construction de la science de l'homme, présentée comme une véritable mission, tant scientifique que politique²⁴.

En 1793, la science de l'homme n'est plus seulement considérée comme le support d'une œuvre de régénération, mais comme un moyen de lutter contre un phénomène ressenti par certains comme particulièrement menaçant : le danger de la « barbarie ». De plus en plus interrogée au prisme des diverses formes de violence, le danger d'une déshumanisation et d'une dégradation de la civilisation – défini en particulier comme un impossible contrôle des passions – s'impose dans le discours politique comme l'illustre encore cet extrait du rapport sur l'éducation publique lu par Joseph Fouché à la Convention nationale le 8 décembre 1793 :

« On dirait que nous allons retomber dans la barbarie de notre première origine ; on dirait que nous ne voulons que la liberté du sauvage qui ne voit dans la Révolution que le plaisir stérile de bouleverser le monde et non le moyen de l'ordonner, de le perfectionner, de le rendre plus libre et plus heureux ; on dirait que, semblables aux tyrans, nous laissons l'homme, à dessein, dans les ténèbres et l'abrutissement, pour pouvoir le transformer, au gré de nos intérêts et de nos passions, en bête féroce »²⁵.

C'est pour empêcher cette « dégénération » que le gouvernement révolutionnaire met en place et justifie la Terreur dont les rouages sont les représentants en mission qui, dans les différentes provinces, jouent le rôle de « pédagogues » et légitiment l'usage de la violence pour « corriger » les erreurs et détruire les ennemis incurables. Au lendemain de la chute de

nous les suppositions. Je ne veux pas vous inspirer trop de défiance ; mais pour nous, comme pour les autres, il faut étudier et connaître les hommes avant de s'y fier », [Anonyme], 1791, 4.

²³ « De l'homme, γινώσκει σεαυτον. Nosce te ipsum. Homme, connais-toi. Oracle de Delphes. Cette question prend un tout autre intérêt dans les temps de révolution. La secousse générale imprime à tous les esprits une violente commotion. Les habitudes qui ont tant d'influence sur les humains sont détruites. Les préjugés anciens sont renversés pour faire place à de nouveaux. Les fortunes ébranlées nécessitent à changer son genre de vie. Aux affections les plus douces succèdent les haines les plus violentes. Les liens les plus chers se brisent [...] », DELAMETHERIE, 1793, 6-7.

²⁴ « Le sage dans une espèce d'isolement, effrayé de tant de forfaits, rentre en lui-même & se demande : Qui suis-je ? quelle place occupé-je dans la série des êtres ? Où vais-je ? Quelle sera la fin de tant d'agitations, de tant de passions, de tant de crimes ! [...]. C'est au philosophe-physicien à répondre à ces diverses questions. Pour arriver à la connaissance de l'homme il faut le considérer sous ses différents rapports. 1°. Physiquement, relativement à son organisation. 2°. Relativement à ses qualités intellectuelles. 3°. Moralement, relativement à ses actions. 4°. Politiquement, relativement à sa réunion en société. 5°. Finalement, relativement à la cessation de sa vie. », *ibid.*

²⁵ Cit. in BACZKO, 1989, 267.

Robespierre, c'est pour « sortir de la Terreur » que les Thermidoriens érigent la science de l'homme en paradigme politique et intellectuel du régime républicain.

2. La « science de l'homme », un paradigme républicain (1795-1802)

La période qui s'ouvre au lendemain de la chute de Robespierre marque un moment privilégié dans cette étude. La science de l'homme s'impose en effet comme un véritable « paradigme », un horizon d'intelligibilité qui devient envahissant autant dans l'espace des savoirs que dans le monde politique, s'incarnant au sein de la nébuleuse bien connue des « Idéologues ». On ne saurait néanmoins comprendre cette promotion en ne s'appuyant que sur l'histoire des sciences et des idées. La recomposition politique qui suit la chute de Robespierre place l'homme au centre des préoccupations. La possible dégénération de l'homme et de la société est désormais affirmée, la « Terreur » réduite à la seule politique de la violence, temps d'explosion des passions, constituant ce moment où la civilisation semble avoir laissé place à la barbarie.

Le recours à la science de l'homme pour « sortir de la Terreur »

À la lancinante question, « comment en est-on arrivé là ? », les Thermidoriens, qui se présentent alors comme les « héritiers des Lumières », se tournent vers une explication culturelle, médicale et anthropologique de la Terreur qui leur permet autant de stigmatiser leurs adversaires politiques que de légitimer une entreprise de « dépolitisation » du peuple. Les raisons de la Terreur sont recherchées du côté de la maladie physique et morale de quelques personnalités politiques, (Robespierre, Marat, mais aussi Carrier prenant place au sein du « Panthéon de l'abjection ». La folie devient alors une maladie politique, mettant en cause la puissance d'une Raison qui entre dans une ère du soupçon. Dès l'été 1794, les orateurs politiques s'interrogent sur les normes nécessaires pour rétablir la bonne marche de la Raison et rendre de nouveau possible la possibilité de penser et juger « justement », condition essentielle du fonctionnement de l'espace politique. Il s'agit désormais d'empêcher les dérives d'une Raison dont on mesure désormais les risques et les faiblesses. Les Thermidoriens doivent rendre de nouveau possible le progrès de la civilisation et fournir les instruments susceptibles d'enfermer la Raison dans de « justes bornes », l'enthousiasme ou les passions étant désormais considérés comme des menaces à l'ordre politique et social. Se tournant vers Condillac – dont les œuvres sont rééditées par les autorités -, les porte-parole politiques mettent en place un système de normalisation du jugement. La création de l'École Normale de l'an III constitue sur ce point une étape essentielle. A travers la normalisation des règles de la Raison, il s'agit de légitimer et de justifier de nouvelles formes de domination sociale et politique fondé sur une « propriété » qui ne saurait être réduite au capital financier ou foncier, mais s'étend aussi au capital intellectuel et culturel qui devient ainsi un fondement essentiel du « gouvernement des meilleurs ». A travers cette promotion, se construit un nouveau modèle de citoyenneté : le citoyen est désormais qualifié par l'usage de la Raison, mais aussi par un langage et des mœurs particulières qui participe de la construction d'un nouveau modèle de sociabilité dont la sociabilité intellectuelle doit dessiner les contours. À l'enthousiasme, aux passions sont ainsi opposées de nouvelles formes de comportements et de nouvelles pratiques tant privées que publiques, la condamnation de la rhétorique d'assemblée et des « cris » au profit de la conversation polie illustrant en partie ce processus. Stigmatisant l'ignorance par le biais de laquelle il a pu être trompé, manœuvré et instrumentalisé, les Thermidoriens prennent pour cible de leurs dénonciations les plus virulentes le peuple « volcanique » et incontrôlable conduit par ses passions et « aveuglé » par les erreurs. Suivant un phénomène de « de-spécification », les « barbares », « monstres » et « vandales » ne sont

plus sur les rives lointaines, mais au sein même de la civilisation²⁶. On assiste alors à une contamination du discours politique par ces catégories conceptuelles, les différents procès des responsables de la Terreur légitimant davantage cette entreprise d'interprétation et d'écriture de l'histoire immédiate²⁷ qui s'appuie largement sur une lecture anthropologique de l'espace social et politique.

C'est en effet le principe même de la nature sociable de l'homme et des conditions du lien social qui est l'objet des plus vives interrogations ; plus encore, c'est la nature même du projet républicain et du processus révolutionnaire qui pose problème. Pour les Thermidoriens, il convient de trouver les instruments susceptibles de relancer le processus révolutionnaire en évitant de retomber dans une Terreur dont on ne cherche pas à comprendre les causes véritables. Dès lors, la question de la formation du citoyen et de la construction du lien politique et social est de nouveau posée²⁸. La Révolution est-elle synonyme de « dégénération » ou de « démoralisation » comme tendent à l'affirmer opportunément ses adversaires ? Pour ceux qui cherchent à mettre la République à l'abri des dangers, il s'agit de répondre rapidement à un défi important : rétablir l'ordre, non seulement par des mesures de répressions fondées sur la justice et la police, mais aussi par une vaste et ambitieuse entreprise de normalisation et de diffusion des principes politiques et des normes sociales susceptibles de rétablir la concorde et la tranquillité. Cette entreprise de « régénération » – qui sera amalgamée au projet de « science générale de l'homme » – constitue désormais le cœur du projet politique républicain : on pourrait dire qu'après les appels lancés depuis les années 1770, la science de l'homme s'impose alors comme la science du gouvernement, une science « républicaine » qui confère les matériaux et les outils nécessaires à mener l'entreprise de « civilisation » et de « régénération » dont se réclame la Convention thermidorienne puis le Directoire. À ce titre, on peut parler d'une relation dialectique entre la construction de la science de l'homme et le projet républicain sous le Directoire.

L'originalité et la véritable innovation de cette période vient donc de cette constatation : la configuration de savoir définie sous la notion de « science de l'homme » renvoie autant à un projet scientifique qu'à un projet politique. Désormais, le projet républicain dépend de la construction de cette science dont les principes doivent fonder, encadrer et légitimer l'œuvre de régénération et de républicanisation du régime issu de la Terreur qui se donne comme objet de « transformer l'homme », « améliorer l'espèce humaine » et « perfectionner l'organisation sociale et l'organisation individuelle ». Dans cette perspective, l'entreprise de promotion politique, sociale et symbolique de la figure du « savant » (par le biais de la politique de secours et pensions) et des différentes institutions intellectuelles a valeur de symbole²⁹ : érigé en victime de la Terreur, le savant se voit désormais confier une mission essentielle, un véritable « sacerdoce », dans le projet politique républicain. Il s'agit désormais de soigner le corps social et politique, prévenir les possibles coup de folie, les « convulsions » : l'importance accordée aux réflexions sur l'aliénation et au traitement moral de l'aliéniste Philippe Pinel s'inscrit dans cette dynamique, l'hôpital n'étant plus seulement un lieu d'enfermement, mais un lieu de soin et de perfectionnement de l'individu. Le savant doit ainsi participer, aux côtés du Législateur, à l'œuvre de stabilisation sociale et politique et mener, à travers les journaux comme la *Décade philosophique* ou les institutions pédagogiques comme les écoles centrales, une vaste entreprise de diffusion des principes républicains. La valorisation de cette élite intellectuelle s'incarne à travers la création de l'Institut national et

²⁶ BACZKO, 1992, 24.

²⁷ LUZZATTO, 2001.

²⁸ MARTIN, 1989, 80.

²⁹ CHAPPEY, 1997, 451-472.

plus particulièrement de la Classe de sciences morales et politiques³⁰. À travers cette création, dont le statut, défini au sein de la Constitution de l'an III, est autant politique qu'intellectuel, le régime dessine les frontières institutionnelles d'une science de l'homme dont la construction doit désormais mobiliser tous les savants, hommes de lettres et artistes. C'est dans ce cadre qu'il convient de comprendre les enjeux qui entourent le projet scientifique défendu par la « nébuleuse » des Idéologues dont le statut de groupe cohérent de savant réunis autour d'un projet homogène mérite encore d'être discuté.

Le projet des Idéologues

Plus qu'un projet scientifique ou intellectuel, l'Idéologie dessine avant tout les contours d'une entreprise de régénération sociale et politique, rappel nécessaire pour en comprendre les ambiguïtés. A travers les différents mémoires qu'ils présentent devant leurs collègues de la Classe des sciences morales et politiques à partir de 1796, Pierre-Jean-Georges Cabanis et Antoine Destutt de Tracy légitiment autant l'Institut national et la nouvelle position des savants qu'ils posent les fondements théoriques, méthodologiques et institutionnels de cette science générale de l'homme susceptible de rendre possible une mobilisation des savoirs en vue de garantir la stabilité de la République et de « terminer la Révolution ». Cette entreprise justifie la mise en place de contraintes importantes qui pèsent sur le monde des sciences, des lettres et des arts, contraintes qui s'incarnent à travers l'organisation épistémologique des savoirs mise en place au sein de l'Institut national : rompant avec l'organisation académique et les pratiques spécialisées ou érudites, la construction de cette science de l'homme s'appuie sur une conception encyclopédique des savoirs qui légitime la nécessaire réunion de tous les savants, hommes de lettres et artistes autour d'outils et de normes communes. S'appuyant sur cet idéal d'« encyclopédie vivante »³¹, Cabanis et Tracy appellent leurs collègues à ne travailler que sur un objet, l'homme³². La science de l'homme, fondée sur les principes sensualistes et physiologistes, doit servir de socle à la mission politique et sociale assignée à la science sous le Directoire : il s'agit en effet de transformer l'homme en changeant ses habitudes et ses sensations, perfectionner la société et les diverses populations qui la composent en s'engageant dans un processus de civilisation dont les savants doivent ouvrir la voie et garantir la bonne marche. On le voit, l'Idéologie, considérée comme « science des sciences » ou « super science »³³, marque un élargissement considérable du terrain d'intervention de la science qui investit des terrains (les mœurs, la morale...) qui étaient auparavant contrôlés par d'autres institutions (l'Église en particulier) et s'affirme comme la nécessaire réunion des productions intellectuelles auparavant dispersés en différents domaines et pratiques de savoirs³⁴.

³⁰ Dans son fameux *Discours préliminaire au projet de Constitution de l'an III*, Boissy d'Anglas invite les députés à « créer un institut national, qui puisse offrir, dans ses diverses parties, toutes les branches de l'enseignement public, et dans son ensemble, le plus haut degré de la science humaine », BOISSY D'ANGLAS, 1795, 71.

³¹ CHAPPEY, 1999, 37-70.

³² « C'est sans doute une belle et grande idée que celle qui considère toutes les sciences et tous les arts comme formant un ensemble, un tout indivisible, ou comme les rameaux d'un même tronc, unis par une origine commune, plus unis encore par le fruit qu'ils sont tous destinés à produire, le perfectionnement et le bonheur de l'homme. [...] Permettez donc, citoyens, que je vous entretienne aujourd'hui des rapports de l'étude physique de l'homme avec celle des procédés de son intelligence ; de ceux du développement analogue de ses sentiments et de ses passions : rapports d'où il résulte clairement que la physiologie, l'analyse des idées et la morale, ne sont que les trois branches d'une seule et même science, qui peut s'appeler, à juste titre, la science de l'homme », CABANIS, 1798, 37 et 40-41.

³³ FOUCAULT, 1995, 254 ; KENNEDY, 1978, 44.

³⁴ WILLIAMS, 1994, 111-114.

Dès lors, la construction de la science de l'homme devient la condition de rendre possible les « progrès » de la société. Il s'agit certes de lutter contre les diverses passions, mais aussi de donner aux différents membres de la société (enfants, femmes, infirmes...) les moyens d'améliorer leur condition et d'accéder au « bonheur », objet de la mission assignée aux membres de l'Institut : « Quel beau spectacle que celui d'une classe entière d'hommes occupés sans cesse à chercher les moyens d'améliorer la destinée humaine, d'arracher les peuples à l'oppression, de fortifier le lien social, de porter dans les mœurs publiques cette énergie et cette élégance, dont l'union ne s'est rencontrée nulle part au même degré »³⁵. Le projet idéologique tel qu'il s'incarne dans les sciences morales et politiques a donc pour fondement le principe selon lequel il est possible de transformer les hommes et les sociétés humaines afin de les améliorer et de les faire accéder au bonheur. Ce projet qui recouvre tous les domaines de la vie en société (de l'économie à la politique en passant par la culture et l'enseignement) s'étend également à toutes les populations : s'il s'agit en effet de perfectionner la nation française, il s'agit aussi (par le biais du développement du « commerce » et des échanges entre les différents peuples, pensons par exemple aux entreprises de « transferts culturels ») de resserrer les liens de la « famille universelle » et de faire accéder tous les peuples d'Europe, et de la Terre, au bonheur. Au nom du principe civilisateur, on peut ainsi admettre que le projet idéologique participe à la légitimation de l'expansion militaire de la France aussi bien dans les discours sur la « Grande Nation » que lors de l'expédition d'Égypte, cette « entreprise des Lumières » qui en souligne la portée universelle³⁶. Pour les porte-parole de l'Idéologie, la construction de la science générale de l'homme est donc indissociablement liée à un projet politique républicain fondé sur les principes de liberté et de bonheur commun.

Si les écoles centrales sont appelées à jouer un rôle important, c'est en fait tout l'appareil administratif qui doit participer activement à cette entreprise de régénération républicaine. L'entreprise de statistique départemental relancée par François de Neufchâteau sous le Directoire illustre pleinement le rôle civilisateur de cette science qui doit en même temps offrir des matériaux et orienter le travail de l'administration : à travers les enquêtes, il ne s'agit pas seulement de connaître les différentes populations, mais de collecter les matériaux nécessaires à une intervention de l'État en faveur de leur perfectionnement³⁷. On peut sur ce point noter que, parmi les raisons qui rendent compte de la distanciation progressive des « Idéologues »³⁸ par rapport au Directoire et de leur ralliement à Bonaparte, la question des institutions administratives occupe une place majeure : ils reprochent au Directoire³⁹ de ne pas mettre en place les instruments administratifs nécessaires pour mener à bien et assurer l'efficacité de l'œuvre de civilisation, le « libéralisme » souvent affirmé des Idéologues devant donc être sur ce point sérieusement discuté⁴⁰. Loin d'être de simples victimes d'un « marché de dupes », ils estiment que Bonaparte et la révision de la Constitution favoriseront la mise en place de nouvelles institutions susceptibles de relancer le projet républicain et de renforcer la dialectique entre la construction de la science de l'homme et le processus de régénération républicaine. Ces illusions vont être déçues. Dès 1799, une réaction apparaît

³⁵ CABANIS, 1956, 130.

³⁶ Selon Benjamin Maublanc, professeur de législation à l'École centrale de Vendée, la construction d'une science de l'homme doit participer à la promotion de la « fraternité universelle » fondée sur le cosmopolitisme de la nature humaine et entraîner, à plus ou moins long terme, la paix entre les différentes nations, MAUBLANC, 1796, 377.

³⁷ BOURGUET, 1989, 302.

³⁸ Pensons par exemple au comité de rédaction du journal *Le Conservateur* entre 1797 et 1798.

³⁹ En 1798, par exemple, lorsque les autorités politiques refusent la création d'un ministère de l'Instruction publique.

⁴⁰ CHAPPEY, 2001, 55-75.

contre la réduction physiologique de la science de l'homme au profit d'une réaffirmation du dualisme de la nature humaine. C'est d'ailleurs en prenant leurs distances avec le « monisme » de la nature humaine défendu par Cabanis que les membres de la Société des observateurs de l'homme se réunissent en 1799 pour construire une « anthropologie »⁴¹. Si on ne saurait plus amalgamer leur anthropologie à la science générale de l'homme des Idéologues, les Observateurs de l'homme s'inscrivent pourtant dans la même configuration que ces derniers : il s'agit toujours pour eux de défendre l'idée d'une science civilisatrice et utile au « bonheur des hommes ». C'est cette relation dialectique établie entre la régénération politique et sociale et la construction de la science de l'homme qui va progressivement disparaître à partir du Consulat et l'Empire.

3. Du Consulat à l'Empire : l'effacement de la science de l'homme (1802-1808)

Alors qu'au lendemain du coup d'État de brumaire an VIII les Idéologues apparaissent dans le camp des vainqueurs, l'ouverture des discussions autour du Concordat, les critiques véhémentes, et de plus en plus nombreuses, portées contre « l'empire des sciences » marquent une transformation radicale par rapport au Directoire : dès 1800, le rôle accordé aux sciences et aux savants dans l'entreprise de civilisation et de régénération politique est mis en cause. Les conditions épistémologiques et institutionnelles de la science de l'homme sont désormais mises en cause. Un nouveau partage des compétences se met en place entre le « poète », le « prêtre » et le « savant », chacun se voyant désormais reconnaître un domaine d'intervention délimité et exclusif. Au moment où la notion même de « progrès » fait l'objet de vives attaques, c'est le projet républicain et régénérateur défini sous la notion de « science de l'homme » qui tend à être marginalisé au profit d'une nouvelle organisation institutionnelle et épistémologique des savoirs.

Les conditions d'anachronisme de la science de l'homme

La conception de la nature humaine fondée sur les rapports du physique et du moral et défendue par Cabanis est attaquée par de nombreux publicistes catholiques soutenus par des écrivains tels que Pierre-Simon Ballanche et René de Chateaubriand⁴² (et plus largement les collaborateurs du *Mercur de France* créé en janvier 1800 à l'initiative de Lucien Bonaparte⁴³) qui prennent pour cible la mission assignée au savant et dénoncent sa prétention à réduire l'homme à des lois physiologiques ; dès lors, l'idéal d'unité des savoirs est battu en brèche et un nouveau partage doit se mettre en place comme le souligne Antoine Rivarol en 1800, « il faut parler de corps en physique, d'âme en théologie et de sentiment en métaphysique »⁴⁴. Le processus de « naturalisation » de l'homme subit de violentes critiques et le thème de l'homme considéré comme une créature divine refait surface⁴⁵ alors que la valorisation du « sentiment »⁴⁶ et du « mystère » rend anachronique le projet d'une science générale de l'homme. Plus généralement, les sciences et leurs représentants sont accusés d'avoir « démoralisé » l'homme et d'être responsables des fléaux de la société (suicide ou divorce...). Les luttes qui traversent l'espace intellectuel tendent à fragiliser davantage la

⁴¹ CHAPPEY, 2002 (1).

⁴² REBARDY, 1997.

⁴³ BERCHET, 2004, 21-58.

⁴⁴ RIVAROL, 1800.

⁴⁵ Le « connais-toi toi-même » est ainsi transformé dans l'*Encyclopédie morale contenant les devoirs de l'homme en société ou économie de la vie civile traduit de l'anglais par madame Rivarol* (Paris, chez Favre, 1803, 101) : « Connais-toi toi-même, tu es le chef d'œuvre de la création, le chaînon qui unit la matière à la divinité ; vois en toi une émanation de Dieu... ».

⁴⁶ BALLANCHE, 1801.

position de la science de l'homme. En redonnant aux membres de l'Église leurs anciennes prérogatives, en favorisant la promotion de la figure du « poète » en opposition avec celle du savant, l'Etat joue un rôle essentiel dans la contestation politique et la marginalisation intellectuelle du projet de science générale de l'homme⁴⁷. A partir de 1802, les notions de « science de l'homme » ou de « science humaine »⁴⁸ tendent à disparaître des rubriques de classification des ouvrages dans les différents journaux savants, un effacement qui marque une véritable rupture dans la nature et le projet politique du régime : la signature du Concordat, la réforme de l'enseignement secondaire qui supprime les écoles centrales imposent un nouveau partage des compétences au sein duquel les savants doivent abandonner leur position dominante et se retirer des terrains qu'ils avaient investis pour se renfermer sur leurs objets spécifiques définis par les chaires d'enseignement. La réorganisation de l'Institut national en janvier 1803 – symbole de la « défaite » de l'Idéologie – n'est qu'une étape dans une vaste entreprise de neutralisation (ou de dépolitisation) de la mission assignée à la science et à ses représentants. Lorsqu'en 1802, Cabanis tente de résister au processus de spécialisation disciplinaire et de polarisation institutionnelle en publiant ses *Rapports du physique et du moral* (dans lequel il introduit la notion d'« anthropologie » comme synonyme de la notion de science de l'homme), il est la cible, dans les journaux officiels, de violentes critiques qui l'accusent non seulement d'être « matérialiste », mais surtout de vouloir faire dépendre la stabilité politique et sociale de la construction d'une science générale de l'homme et du travail commun d'une « caste » de savants ; dès lors, ce n'est pas seulement l'idéal encyclopédique qui est touché, mais aussi l'idéal républicain. Autour de Cabanis, quelques-uns, souvent situés à l'écart des institutions scientifiques officielles, tentent de défendre le projet de régénération républicaine en continuant à promouvoir l'utilisation et la visibilité de la notion de « science de l'homme ». Répondant aux attaques selon lesquelles la connaissance de l'homme a provoqué le « malheur » et le désespoir de l'homme, Jean-Claude Delametherie défend, dans son *De L'homme considéré moralement* publié en 1802, l'idéal de régénération qui doit « conduire l'homme au bonheur par le chemin de la vertu » et défend la possibilité d'un progrès individuel et collectif fondé sur les principes de la science de l'homme⁴⁹. Après 1804, c'est encore autour de la notion de « science de l'homme » que se cristallisent le combat menés par ceux qui veulent résister au processus de spécialisation et de professionnalisation des savoirs et défendent la vocation civilisatrice et républicaine de la science générale de l'homme au risque d'être la cible des critiques les plus violentes de la part des « professeurs » qui les réduisent au rang de « vulgarisateurs » ou de simples « amateurs »⁵⁰.

Le tournant « anti-idéologique » qui caractérise le « moment 1800 » n'est donc pas à proprement parler un tournant anti-scientifique : à la croisée de dynamiques externes et internes, le processus qui traverse alors l'espace intellectuel a comme conséquence, d'une part, de rompre avec la mission régénératrice et civilisatrice conférée aux sciences et, d'autre part, de neutraliser, voire de supprimer, le projet de conférer aux savants, et plus généralement à la communauté savante, cette « République des sciences » incarnée encore par l'Institut National, un quelconque pouvoir politique et social. En favorisant l'autonomisation des différents domaines et la fragmentation des objets de connaissances (on assiste à un éclatement des études et des approches portant sur l'homme), en mettant en cause la mission du savant construite sous le Directoire, le régime consulaire entend se prémunir contre l'affirmation d'une communauté savante susceptible de se présenter comme l'incarnation de

⁴⁷ CHAPPEY, 2002 (2), 117-128.

⁴⁸ Comme celles d'« histoire naturelle de l'homme », de « sciences morales et politiques », d'« anthropologie » ou de « médecine philosophique », renvoyant toutes à l'idéal encyclopédique et régénérateur.

⁴⁹ DELAMETHERIE, 1802, xxii.

⁵⁰ Le jeune médecin Jacques-Louis Moreau de la Sarthe par exemple.

l'opinion publique et éclairée et d'utiliser ainsi son autorité pour intervenir dans l'espace politique. La promotion symbolique et les faveurs que reçoivent certains savants participent de cette même stratégie : cette notabilisation entraîne leur fusion au sein d'une élite plus large au sein de laquelle la qualité même de savant tend progressivement à disparaître au profit de nouvelles pratiques de sociabilité et d'un nouveau système de distinction qui neutralise le pouvoir fondé spécifiquement sur la légitimité intellectuelle ; plus encore, en s'imposant comme l'instance de consécration intellectuelle et de contrôle des carrières scientifiques, littéraires ou artistes, l'État provoque l'éclatement progressif de l'idéal de communauté intellectuelle au profit d'une lutte d'intérêts individuels. On le voit, l'offensive menée contre la science de l'homme et ses différents promoteurs (amalgamés alors de manière péjorative sous l'étiquette d' « Idéologues ») participe d'une réelle reconfiguration des rapports entre le pouvoir politique et le monde des sciences, reconfiguration à partir de laquelle l'autorité de Bonaparte et de l'État qu'il incarne se renforce aux dépens des savants : comme l'Église, la communauté scientifique, et plus largement intellectuelle, est transformée en une institution d'État dont les membres sont ravalés au statut de serviteurs. Cette transformation, dont la rapidité peut surprendre, ne saurait s'expliquer sans prendre en considération les tensions et dynamiques qui traversent alors le monde particulier des sciences dont l'homogénéité est loin d'être établie. On oublie en effet trop rapidement que, dès l'époque directoriale, l'organisation institutionnelle et épistémologique des savoirs mise en place par le pouvoir politique et formalisée par les théoriciens de l'Idéologie, fait naître des oppositions nombreuses et complexes qui prennent pour cible autant les contraintes imposées par le projet encyclopédique de science de l'homme que le rôle conféré à l'Institut national. Au tournant de 1800, ces critiques, mises en sommeil pendant le second Directoire marqué par le renforcement de l'entreprise d'acculturation républicaine⁵¹, refont surface avec véhémence, affirmant la nécessaire spécialisation des différents domaines scientifiques et l'abandon du travail en commun. Ces prises de position sont d'autant plus violentes qu'elles émergent dans un contexte de forte concurrence à l'intérieur des diverses institutions scientifiques où se multiplient les conflits d'autorité entre les membres ; ces conflits s'exacerbent davantage à partir de 1802 lorsqu'une violente crise éditoriale tend à réduire les possibilités de publication scientifique⁵². Alors que le Directoire avait défendu l'idéal de « communauté » scientifique et avait favorisé, par le biais d'une politique d'encouragement, l'entrée dans le monde des sciences de nouveaux acteurs, les premières années du Consulat se caractérisent par un resserrement de l'espace social des sciences et par une montée des affrontements qui favorisent la reconstitution de nouveaux modes de distinction et de hiérarchisation. A partir des années 1801-1802, nombreuses préfaces d'ouvrages font ainsi apparaître l'opposition (qui ne cessera de se durcir par la suite) entre ceux qui s'érigent en « patrons » ou « professionnels » et ceux qui, placés souvent hors des institutions scientifiques, tentent de défendre leur statut de « savants » en dénonçant les pratiques de production et de diffusion des sciences que les premiers cherchent à imposer comme dominantes. L'État va intervenir directement dans cette épreuve de force et jouer un rôle majeur dans la mise en place d'une nouvelle organisation hiérarchisée du monde des sciences doublant d'une polarisation institutionnelle qui dessine la nouvelle géographie scientifique et intellectuelle sous l'Empire. Par le biais de la politique « mécénique »⁵³, de la réorganisation des institutions scientifiques qui s'étend de la formation des lycées (1802) et l'organisation de l'Université en 1808 et de loi sur la Librairie et l'Imprimerie de 1810, l'État instaure de nouveaux modes de consécration scientifique qui favorise l'établissement d'un corps de « professeurs » ; il dessine ainsi les contours d'une nouvelle élite scientifique au sein de laquelle l'autorité, la légitimité

⁵¹ BOURDIN, GAINOT, 1998.

⁵² HESSE, 1991.

⁵³ JOURDAN, 1998.

et la reconnaissance des membres, largement fondées sur leurs revenus financiers qu'ils tirent autant de leur position au sein des institutions scientifiques que des faveurs ou des fonctions qu'ils occupent au sein de l'appareil administratif, dépendent des relations privilégiées établies avec l'Empereur⁵⁴. Les effets de cette transformation sont multiples et connus : l'Institut National, comme l'a montré Roger Hahn⁵⁵, perd sa position centrale dans l'organisation institutionnelle des savoirs, les sociétés savantes ou les journaux à vocation encyclopédique (la *Revue philosophique, littéraire et politique* ou le *Magasin encyclopédique*) tendent à disparaître ou à se spécialiser au profit de nouveaux espaces comme la fameuse Société d'Arcueil créée en 1808. Sur le plan social et institutionnel, une élite restreinte de « professeurs » des grandes institutions scientifiques et pédagogiques (Muséum d'histoire naturelle, École de médecine ou École polytechnique), tend à s'arroger le contrôle exclusif des normes de construction des savoirs à travers la promotion de nouvelles pratiques et ainsi à renforcer leur contrôle sur le domaine disciplinaire défini par leur chaire d'enseignement⁵⁶. Sur le plan institutionnel, on assiste à un éclatement des différents lieux de savoirs, et au sein même de ces lieux de savoirs, Dorinda Outram l'a clairement montré pour le Muséum d'histoire naturelle⁵⁷, à une polarisation des recherches justifiant les luttes que se livrent les différents professeurs. Le monde de la science est ainsi touché par un phénomène qui caractérise également l'espace politique : la concentration de l'autorité aux mains de quelques-uns, ces nouveaux « patrons » scientifiques, véritables *homo clausus*, qui, à l'instar d'un Georges Cuvier, confisquent les matériaux de savoirs et la confiscation des matériaux de savoir (les collections anatomiques ou botaniques, par exemple) et stigmatisent sous les notions d'« amateurs » ou de « charlatans » tous ceux qui n'appartiennent pas à leur clientèle et continuent de défendre des projets encyclopédiques et de valoriser la mission civilisatrice et régénératrice de la science. Avec d'autres notions et projets scientifiques (« l'histoire naturelle de l'homme », « statistique descriptive »), la « science de l'homme » devient ainsi un espace de ralliement pour ceux qui refusent l'enfermement des sciences dans la sphère du « secret » et opposent la figure du savant républicain et pédagogue à celle du « spécialiste » (on comprend dès lors les enjeux qui se cristallisent autour de la question du « public » et de la langue des sciences⁵⁸). Le croisement entre les logiques politiques et les dynamiques qui traversent l'espace scientifique permettent de rendre compte de l'effacement progressif du projet d'une science générale de l'homme qui, dès la fin du Consulat, est devenu, face à l'évolution de l'organisation officielle et dominante des savoirs, anachronique tant sur le plan théorique que sur le plan institutionnel.

L'abandon de l'idéal républicain et les nouvelles formes de domination sous l'Empire

En 1804, la démission de Jean-Antoine Chaptal du ministère de l'Intérieur a valeur de symbole. Tournant le dos à la mission civilisatrice défendue sous le Directoire, Napoléon Bonaparte entend faire des sciences, d'une part, des instruments d'une promotion personnelle et nationale, d'autre part, des outils susceptibles de renforcer l'efficacité de l'administration⁵⁹, une administration qui n'est plus considérée comme un moteur de la « régénération », mais comme un espace de contrôle et de domination. L'abandon de l'approche cosmologique en

⁵⁴ CROSLAND, 1975, 139-159.

⁵⁵ HAHN, 1993, 445.

⁵⁶ La polarisation des lieux de recherches et la formalisation des domaines disciplinaires ne touchent pas seulement les sciences : à partir de l'Empire, la philosophie redevient ainsi une « affaire de professeur » et l'on assiste à une « institutionnalisation » de la philosophie qui acquiert ainsi des « lieux propres ». Cf. RIBARD, 2003.

⁵⁷ OUTRAM, 1997, 25-41.

⁵⁸ CORSI, 2006, 223-245.

⁵⁹ LABOULAIS-LESAGE, 1999 ; MARGAIRAZ, 2005.

histoire naturelle, les critiques portées contre la « médecine philosophique » au profit de l'étude cloisonnée des différentes parties du corps humain en médecine, la marginalisation progressive de la « géographie descriptive » en faveur de la méthode algébrique qui caractérise l'entreprise de statistique départementale⁶⁰, la réforme progressive des mathématiques dans l'enseignement dispensé à l'Ecole polytechnique⁶¹, témoignent des transformations radicales de la fonction assignée aux sciences : à défaut d'être des outils de perfectionnement des hommes et des sociétés, les différentes sciences et pratiques de savoirs qui se donnent l'homme et les sociétés comme objets sont désormais appelées à devenir des outils de contrôle administratif, des instruments de reproduction des élites ou de légitimation du discours politique comme je l'ai montré dans mon travail sur la Société des Observateurs de l'homme au sujet des « lectures impériales » qui s'imposent au sujet de l'enfant sauvage de l'Aveyron ou de l'expédition maritime du capitaine Baudin⁶² : les sciences viennent désormais légitimer le renfermement des individus ou des populations dans des catégories (le « sauvage », le « fou », mais cela est valable pour la femme, l'enfant, le pauvre...) sur lesquelles se greffent de nouvelles normes de contrôle et d'asservissement. Comme l'ont montré Marc Renneville dans son étude sur la criminologie⁶³ ou Nicole Edelman sur l'hystérie féminine⁶⁴, la science et ses nouveaux outils jouent, sous l'Empire, un rôle essentiel dans la construction des lectures officielles sur l'infériorité naturelle des femmes et des sauvages⁶⁵, sur le statut des enfants et des pauvres et légitiment les nouvelles segmentations du corps social. Si Georges Cuvier peut être considéré comme la figure emblématique de ces transformations, c'est que l'anatomie comparée joue un rôle essentiel. Désormais, le caractère et le symptôme ne sont plus considérés comme des signes d'entités nominales, mais deviennent les reflets d'une identité collective et individuelle fixe et invariable, indépendantes et autonomes des « influences » extérieures. On peut constater que différentes normes issues des savoirs fournissent les outils nécessaires à fixer, après un temps de brouillage et de désordre, les identités sociales et collectives ; dans cette perspective, il s'agit bien de « terminer » la révolution au sens où sont remis en place des idées de distinction et de hiérarchie socio-politique⁶⁶ : la reconstitution de groupes séparés les uns des autres par des « fossés » infranchissables, dont les différences sont inscrits dans la nature, constitue un fondement de cette organisation des savoirs sous l'Empire.

Les *Rapports* à l'Empereur présentés en 1808 viennent officialiser et légitimer les nouveaux découpages entre les différents domaines de savoirs, les nouveaux fondements épistémologiques dominants et les nouvelles positions de pouvoir. Sous l'Empire, l'idéal d'unité encyclopédique des savoirs disparaît et avec lui la possibilité de construire une science générale de l'homme. Cette évolution, interprétée sous l'angle d'une transition des Lumières au positivisme, est certes l'objet d'évolutions propres à l'espace intellectuel. La spécialisation progressive des différents savoirs sur l'homme aboutirait, au début du 19^e siècle, à un phénomène de disciplinarisation lié à des jeux d'institutionnalisation et de professionnalisation⁶⁷ : les sciences de l'homme auraient ainsi raison de la science de l'homme, ce projet d'unité des savoirs devenant anachronique et apparaissant dès lors comme un idéal perdu dont l'historiographie (parfois nostalgique) se ferait l'écho. Néanmoins, la

⁶⁰ BOURGUET, 1989, 302.

⁶¹ BELHOSTE, 2003.

⁶² CHAPPEY, 2002, 461 et suiv.

⁶³ RENNEVILLE, 2003.

⁶⁴ EDELMAN, 2003.

⁶⁵ MARTIN, 1994 ; MOUSSA (dir.), 2003.

⁶⁶ GUILLO, 2006, p. 49-74.

⁶⁷ Cf. « Une histoire des sciences de l'homme », *Revue de Synthèse*, 3/4 ; juillet-décembre 1988.

marginalisation de la science de l'homme dans l'arbre des connaissances doit aussi être expliqué par l'évolution du contexte politique et le durcissement d'un régime dont le nouveau langage des sciences participe encore à la légitimation. A cet égard, le succès obtenu par les théories « fixistes » de Georges Cuvier aux dépens du « transformisme » de Jean-Baptiste Lamarck peut être interrogé dans la perspective de cette mutation⁶⁸ : acteur consacré par le régime impériale, Cuvier tend à incarner cette science impériale qui participe pleinement à la stabilisation de l'ordre social et politique du régime. En inscrivant dans le marbre et dans le temps les phénomènes naturels comme les distinctions sociales, sexuelles et raciales, le régime entend « terminer la Révolution » et se détourne de l'idéal civilisateur, régénérateur incarné – depuis les années 1770 – dans la notion de science de l'homme. À l'écart des institutions dominantes, cette notion continue pendant tout le 19^e siècle à cristalliser les résistances contre le processus de spécialisation des sciences. De la publication des *Annales encyclopédiques* (1816-1818) puis de la *Revue encyclopédique* (1819-1833) par Julien de Paris aux textes d'Henri Grégoire⁶⁹, en passant par les projets d'Auguste Comte⁷⁰, la « science de l'homme » tient lieu de support pour revendiquer la construction d'une « République » des savants, véritable « cosmopolitisme » de l'universel susceptible de donner corps à une vaste entreprise de transformation des hommes et des sociétés⁷¹. Il n'est d'ailleurs pas fortuit de constater que les fondateurs de la III^e République redécouvriront le projet de science de l'homme défendu par les Idéologues et lui redonneront, se heurtant aux mêmes ambiguïtés et apories liées aux relations entre sciences et politique, une actualité nouvelle dans le contexte particulier de la politique pédagogique et de l'aventure coloniale.

Jean-Luc CHAPPEY

Maître de conférence en histoire

Université de Paris I / Institut d'Histoire de la Révolution française

jlochappey@alicemail.fr

Bibliographie

- [Anonyme], 1791, *Essai de morale et de politique*, Paris, Société typographique.
- BACZKO B., 1989, *Comment sortir de la terreur. Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard.
- BACZKO B., 1992, La Constitution de l'an III et la promotion culturelle du citoyen, in AZOUVI Fr. (dir.), *L'institution de la raison*, Paris, Vrin, 21-37.
- BAKER K.M., 1988, *Condorcet. Raison et politique*, Paris, Hermann.
- BALLANCHE P.S., 1801, *Du sentiment considéré dans ses rapports avec la littérature et les arts*, Paris, Voland, an IX.
- BARTHEZ P.J., 1778, *Nouveaux éléments de la science de l'homme*, Montpellier, impr. de J. Martel, tome I.
- BELHOSTE B., 2003, *La formation d'une technocratie. L'École polytechnique et ses élèves de la Révolution au Second Empire*, Paris, Belin.
- BERCHET J.C., Le *Mercur de France* et la « renaissance des lettres », in BONNET J.C. (dir.), *L'Empire des muses*, Paris, Belin, 2004, 21-58.
- BERTHOUD G., 1992, « Une 'science générale de l'homme' . L'œuvre d'Alexandre-César Chavannes », *Annales Benjamin Constant*, n°13, 29-41.

⁶⁸ CORSI, 2001.

⁶⁹ Cf. *L'abbé Grégoire et la République des Savants*, introduction et notes par B. Plongeron, C.T.H.S., 2001.

⁷⁰ PETIT, 1998, 69-92.

⁷¹ Pensons ainsi à Saint-Simon qui dans son *Introduction aux travaux scientifiques du XIX^e siècle* (1807) construit un arbre des connaissances où « science de l'homme » et « physiologie » constituent deux branches unis par les rapports du physique et du moral. Dans son « Mémoire sur la science de l'homme » [1813], il réaffirme l'idéal de régénération dont la science de l'homme doit fournir les matériaux.

- BLANCKAERT Cl., 1989, L'Anthropologie en France : le Mot et l'Histoire (XVI^{ème}-XIX^{ème} siècle), in BLANCKAERT Cl., DUCROS A. (dir.), *Histoire de l'anthropologie : hommes, idées, moments. Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, t. 1, n° 3/4, 13-44
- BLANCKAERT Cl., 1995, Fondements disciplinaires de l'anthropologie française au XIX^e siècle. Perspectives historiographiques, *Politix*, 29, 31-54.
- BLANCKAERT Cl. et alii (dir.), 1999, *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoires, enjeux et questions vives*, Paris, L'Harmattan.
- BLANCKAERT Cl., PORRET M. (dir.), 2006, *L'Encyclopédie méthodique (1782-1832): des Lumières au positivisme*, Genève, Droz, « Bibliothèque des Lumières ».
- BOISSY D'ANGLAS F.A., 1795, *Discours préliminaire au projet de constitution pour la République française prononcé ... dans la séance du 5 messidor an 3*, Paris, Impr. nationale, an III.
- BOURDIN P., GAINOT B. (dir.), 1998, *La République directoriale*, Paris, Société des études robespierristes.
- BOURGUET M.N., 1989, *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éditions des Archives contemporaines.
- BRISOT J.P., 1782, *De la vérité ou méditations sur les moyens de parvenir à la vérité dans toutes les connaissances humaines*, Paris, Desauges.
- BROWN G., 2002, *A Field of Honor. Writers, Court Culture and Public Theater in French Literary Life from Racine to Revolution*, Columbia University Press.
- CABANIS P.J.G., 1956, « Rapports du physique et du moral – Premier mémoire » [1796], in LEHEC C., CAZENEUVE J., *Œuvres philosophiques*, Paris, P.U.F., vol. 1.
- CABANIS P.J.G., 1798, « Considérations sur l'étude de l'homme et sur les rapports de son organisation physique avec ses facultés intellectuelles, lu le 7 pluviôse an IV », *Mémoires de l'Institut national des sciences et des arts pour l'an IV de la République. Sciences morales et politiques*, Paris, thermidor an VI, tome 1.
- CHAPPEY J.L., 1997, Les sociétés savantes à l'époque consulaire », *Annales historiques de la Révolution française*, juillet-septembre n° 309, 451-472.
- CHAPPEY J.L., 1999, Usages et enjeux politiques d'une métaphorisation de l'espace savant en Révolution : « l'encyclopédie vivante » de la République thermidorienne à l'Empire, *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n° 48, 37-70.
- CHAPPEY J.L., 2001, Les Idéologues face au Coup d'Etat du 18 brumaire an VIII : des illusions aux désillusions, *Politix*, n° 56, 55-75.
- CHAPPEY J.L., 2002 (1), *Des anthropologues sous Bonaparte. La Société des Observateurs de l'homme (1799-1804)*, Paris, Société des études robespierristes.
- CHAPPEY J.L., 2002 (2), Le XVII^e siècle comme enjeu philosophique et littéraire au début du XIX^e siècle, *Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 28-29, 117-128.
- COPANS J., JAMIN J., *Aux origines de l'anthropologie française*, Paris, Le Sycomore.
- CORSI P., 2001, *Lamarck. Genèse et enjeux du transformisme 1770-1830*, Paris, C.N.R.S. Éditions.
- CORSI P., 2006, « After the Revolution : Scientific Language and French Politics, 1795-1802 », in PELLING M., MANDELBROTE S. (ed.), *The Practice of Reform in Health, Medicine, and Science, 1500-2000. Essays for Charles Webster*, Ashgate, 2006, 223-245.
- DELAMETHERIE J.C., 1793, *Observations et mémoires sur la physique, sur l'histoire naturelle et sur les arts et métiers, Discours préliminaire*, Paris, Le Jai, vol. 42.
- DELAMETHERIE J.C., 1802, *De l'homme considéré moralement ; de ses mœurs et de celles des animaux*, Paris, Maradan, 2 t.

- DESTUTT DE TRACY A., 1798, « Mémoire sur la faculté de penser », *Mémoires de l'Institut National des sciences et des arts pour l'an IV de la République*, Sciences morales et politiques, Paris, Beaudoin, an VI, tome I.
- DUPONT DE NEMOURS P.S., 1992, *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle* [1768], Paris, C.U.E.C.M.
- DUPRAT C., 1995, *Le temps des philanthropes*, Paris, C.T.H.S.
- FOX Ch. et alii (ed.), 1995, *Inventing Human Science. Eighteenth-Century Domains*, University of California Press, Berkeley – Los Angeles, 1995.
- CROSLAND M., 1975, The Development of a Professional Carrer in Science in France, *The Emergence of Science in Western Europe*, Londres, Basingstoke, Macmillan press, 139-159.
- DUCHET M., 1995, *Anthropologie et histoire au siècle des Lumières*, postface de Cl. Blanckaert, Paris, Albin Michel.
- DUMAS Ch. L., 1804, *Discours sur les progrès futurs de la science de l'homme prononcé dans l'école de médecine de Montpellier le 20 germinal an XII*, Montpellier, Tournel, an XII.
- EDELMAN N., 2003, *Les métamorphoses de l'hystérique : du début du XIX^e siècle à la Grande guerre*, Paris, Éditions de la Découverte.
- FOUCAULT M., 1995, *Les mots et les choses* [1966], Gallimard, Tel, 1995.
- GUILLO D., « À LA RECHERCHE DES SIGNES DE L'IDENTITE. BALZAC ET L'HISTOIRE NATURELLE », *POLITIX*, n°74, VOL. 19, P. 49-74.
- HAHN R., 1993, *L'anatomie d'une institution scientifique. L'Académie des sciences de Paris, 1661-1803*, Paris, Éditions des Archives contemporaines.
- HEAD B.W., 1982, The Origins of « la science sociale » in France, *Australian Journal of French Studies*, 19 (2), 115-132.
- HESSE C., 1991, *Publishing and Cultural Politics in Revolutionary Paris, 1789-1810*, Berkeley, Los Angeles, Oxford, University of California press.
- HELVETIUS Cl., 1773, *De l'homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation*, Londres, Société typographique.
- JONES P. (ed.), 1989, *The 'Science of Man' in the Scottish Enlightenment. Hume, Reid and their Contemporaries*, Edinburgh University Press.
- JOURDAN A., 1998, *Napoléon, héros, imperator, mécène*, Paris, Aubier, « Collection historique ».
- KENNEDY E., 1978, *A Philosopher in the Age of Revolution. Destutt de Tracy and the Origins of 'Idéologie'*, Philadelphie, American Philosophical Society.
- LABOULAIS-LESAGE I., 1999, *Lectures et pratiques de l'espace. L'itinéraire de Coquebert de Montbret, savant et grand commis de l'Etat (1755-1831)*, Paris, Honoré Champion.
- LACRETELLE P.L., 1791, *De l'établissement des connaissances humaines*, Paris, Desenne.
- LILTI A., 2005, *Le monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard.
- LUZZATTO S., 2001, *L'automne de la Révolution. Lutttes et cultures politiques dans la France thermidorienne*, Paris, Honoré Champion Éditeur.
- MACMAHON D.M., 2001, *Enemies of Enlightenment. The French Counter-Enlightenment and the Making of Modernity*, Oxford University Press.
- MARGAIRAZ D., 2005, *François de Neufchâteau. Biographie intellectuelle*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- MARTIN X., 1989, Révolution française et socialisation de l'individu, in MAZAURIC C. (dir.), *La Révolution française et les processus de socialisation de l'homme moderne*, I.R.E.D./Université de Rouen, Messidor, 77-84.
- MARTIN X., 1994, *Nature humaine et révolution française : du siècle des lumières au Code Napoléon*, Paris, Dominique Martin Morin.

- MASSEAU D., 2000, *Les ennemis des philosophes. L'antiphilosophie au temps des Lumières*, Paris, Albin Michel.
- MAUBLANC B., 1796, *Considérations sur l'homme*, Paris, au Bureau Général des Nouveautés, an V.
- MOUSSA S. (dir.), 2003, *L'idée de 'race' dans les sciences humaines et la littérature (XVIII^e et XIX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan.
- OUTRAM D., 1997, Le Muséum d'histoire naturelle après 1793 : institution scientifique ou champ de bataille pour les familles et les groupes d'influence ?, in BLANCKAERT Cl. et alii (dir.), *Le Muséum au premier siècle de son histoire*, Paris, Éditions du Muséum national d'histoire naturelle, 25-41.
- PERREAU J.A., 1802, *Considérations physiques et morales sur la nature de l'homme, ses facultés, etc, ect*, Paris, Patris et Gilbert, tome 1.
- PETIT A., 1998, Le corps scientifique selon Auguste Comte, in KREMER-MARIETTI A. (dir.), *Sociologie de la science*, Paris, Mardaga, 1998, 69-92.
- REBARDY E., 1997, *La Révolution contraire. Chateaubriand et le 'Génie du christianisme', 1802. Genèse d'une pensée réactionnaire*, Lille, P.U. du Septentrion.
- REGALDO M., 1976, *Un milieu intellectuel : la Décade philosophique (1794-1807)*, Paris, Librairie H. Champion.
- RENEVILLE M., 2003, *Crime et folie : deux siècles d'enquêtes médicales et judiciaires*, Paris, Fayard.
- RIBARD D., 2003, *Raconter, vivre, penser. Histoires de philosophes 1650-1766*, Paris, Vrin.
- RIVAROL A., 1800, *De l'homme, de ses facultés intellectuelles et de ses idées premières et fondamentales*, Paris, Pougens.
- ROCHE D., 1988, *Les républicains des lettres. Gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard.
- SERNA P., 2005, *La république des girouettes (1789-1815 et au-delà). Une anomalie politique : la France de l'extrême centre*, Paris, Champ Vallon.
- SERVAN J.M.A., 1781, *Discours sur les progrès des connaissances humaines en général de la morale et de la législation en particulier lu dans une assemblée publique de l'Académie de Lyon*, s.l.
- WILLIAMS E.A., 1994, *The Physical and the Moral. Anthropology, physiology, and Philosophical Medicine in France, 1750-1850*, Cambridge University Press.
- WOOD P. B., 1996, The Science of Man, in JARDIN N., SECORD J., SPARY E. (eds.), *Cultures of Natural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 197-210.

Abstract

From science of man to human science (1770-1808) : political topics of a form of knowledge